

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/807/5/Add.1
10 juin 2002

(02-3199)

Groupe de travail de l'accession
de l'ex-République yougoslave de Macédoine

Original: anglais

ACCESSION DE L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE

Soutien interne et subventions à l'exportation dans l'agriculture

Addendum

Aux fins de son accession à l'OMC, le gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine a communiqué les renseignements ci-après sur le soutien interne et les subventions à l'exportation dans l'agriculture, en demandant qu'ils soient distribués aux membres du Groupe de travail.

1. Création de prairies artificielles destinées à la production de semences de sparte

La mesure comprend des recherches de caractère général et des recherches liées aux programmes de protection de l'environnement.

Le but de la recherche de caractère général est de produire des semences d'herbe de sparte de qualité. Cette recherche est menée par l'Institution scientifique – Institut agricole de Skopje. Le mode d'allocation des fonds par l'Institut agricole est contrôlé par une commission séparée établie au sein du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion des ressources en eau.

Le second volet de ce programme concerne la protection de l'environnement: les prairies artificielles ne seront créées que sur des zones non cultivées et sur des terrains érosifs.

À ce jour, la Macédoine n'applique pas ce programme car elle a atteint son objectif principal de protection de l'environnement.

Par le passé, des sommes très modestes ont été affectées à ce programme. Elles n'ont jamais dépassé 200 000 euros par an.

La Macédoine a sérieusement étudié les observations et les demandes exprimées par les Membres lors de la dernière réunion de mai sur le soutien à l'agriculture et elle a décidé de déplacer cette mesure du tableau DS:1 vers le tableau DS:7 (Autre soutien par produit) et de l'inclure dans ses calculs de la MGS. Il sera tenu compte de ce changement lors de la prochaine révision du document WT/ACC/SPEC/807/3.

2. Détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire

Le fondement juridique de l'exploitation des stocks et des réserves est la Loi sur les stocks et les réserves (Journal officiel 47/87, 13/93). L'achat et la vente des marchandises provenant de stocks et de réserves sont menés conformément au Programme d'établissement des stocks et

./.

des réserves et à des décisions gouvernementales séparées. Les marchandises sont achetées et vendues aux prix du marché et conformément aux dispositions de la Loi sur les marchés publics.

3. Fonds destinés à des projets de mise en place d'éléments d'infrastructure pour les exploitations d'élevage dans des régions classées officiellement parmi les régions défavorisées

Le Bureau (ancienne Agence) pour le développement des régions économiquement sous-développées (Bureau) approuve les subventions destinées à des projets d'investissement dans l'infrastructure économique de fermes d'élevage situées dans des régions classées officiellement parmi les régions défavorisées. Ces fonds sont utilisés pour la construction et l'amélioration des routes, la fourniture d'électricité et l'approvisionnement en eau des points d'eau destinés aux moutons, aux chèvres et aux vaches et des fermes piscicoles. Le Bureau peut participer jusqu'à 60 ou 80 pour cent du projet d'investissement, selon le niveau de développement de la région. Les demandes de fonds sont soumises au Bureau sous la forme appropriée. Elles doivent être accompagnées de toute la documentation nécessaire (projet d'investissement, proposition financière, preuve du capital provenant d'autres sources financières, contribution accordée par l'organisme responsable - accords, approbations, licences, etc.). Après examen de la demande, le Bureau décide de l'approbation des fonds, qui sont ensuite transférés sur le compte bancaire de l'investisseur ou, avec son consentement, sur ceux des entrepreneurs, des fournisseurs de matériel, etc.

La Macédoine considère que ce programme est en conformité avec les critères exposés à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture: les critères généraux selon les paragraphes 1 a) et b) et les critères particuliers mentionnés aux paragraphes 13 a), b) et d), pour les raisons suivantes:

- Le programme est exécuté par un organisme financé par des fonds publics – le Bureau.
- Le programme n'a pas pour effet de fournir un soutien des prix aux producteurs.
- Le programme est mis en œuvre uniquement dans des régions classées officiellement parmi les régions défavorisées. Les critères généraux de ce classement sont exposés dans la Loi encourageant les régions économiquement sous-développées (Journal officiel 69/99). La liste spécifique des régions défavorisées pour la période 1999-2003 figure dans la Décision du gouvernement publiée au Journal officiel 47/99.
- Les subventions ne sont pas liées au volume de production, ou fonction de ce dernier, après que les subventions ont été déboursées.
- Les subventions sont généralement disponibles pour tous les producteurs des régions classées régions défavorisées.

4. Participation au coût des prestations sociales (retraite et santé) des agriculteurs dans les régions officiellement classées parmi les régions défavorisées

Tenant compte de la demande d'un Membre, la Macédoine accepte d'exclure ce programme de son calcul du soutien interne à l'agriculture. Il sera tenu compte de cette modification lors de la prochaine révision du document WT/ACC/SPEC/807/3.
